



Communiqué de Presse

Les priorités de M. Biden en matière de changement climatique s'alignent sur les actions souhaitées par l'opinion mondiale

Bonn, 29 janvier 2021 - Une majorité de personnes dans le monde souhaite que l'action climatique se concentre sur la terre. C'est ce que révèle [un sondage populaire](#) réalisé pour connaître l'opinion mondiale sur le changement climatique et les mesures que les gouvernements devraient prendre.

La conservation des terres et des forêts et l'adoption de techniques agricoles respectueuses du climat sont les deux principales priorités politiques. Environ 54 % des personnes interrogées souhaitent la suppression de la conversion des terres ou des forêts naturelles. Ils militent surtout pour les énergies renouvelables et les techniques agricoles respectueuses du climat.

Classées respectivement en deuxième et troisième position, ces deux options ont reçu 53 et 52 % des voix.

A noter que plus de 1,2 million de personnes dans 50 pays, soit plus de 56 % de la population mondiale, ont répondu à ce sondage, connu sous le nom de "vote populaire sur le climat". Il s'agit de la plus grande enquête d'opinion publique jamais réalisée sur le changement climatique.

Les résultats de l'enquête ont été publiés mercredi, le jour même où le Président nouvellement élu des États-Unis, Joseph Biden, a publié [un décret](#) "pour s'attaquer à la crise climatique dans le pays et à l'étranger et permettant de créer des emplois bien rémunérés et un avenir énergétique propre et équitable. Tout en rétablissant le Conseil présidentiel d'experts en sciences et technologies, ce décret instruit la construction d'infrastructures modernes et durables pour rétablir l'intégrité scientifique au niveau national.

Le décret du Président Biden donne la priorité, entre autres, à une révolution énergétique, à la conservation des ressources naturelles et à leur exploitation pour aider à conduire la nation américaine vers un avenir énergétique propre, et à rendre justice aux communautés qui ont subi des dommages environnementaux.

[Saluant](#) la décision et l'offre du Président américain d'accueillir un Sommet des dirigeants mondiaux sur le climat en avril prochain, Monsieur Ibrahim Thiaw, sous-secrétaire général des Nations unies et Secrétaire exécutif de la Convention des Nations Unies pour la lutte contre la désertification, a déclaré : "C'est une période sans précédent" et a appelé "tous les dirigeants du monde à tenir compte des résultats du sondage pour des actions politiques audacieuses sur la terre". Nous savons ce qui doit être réalisé et où, et le cadre d'action existe".

"Le public nous demande de mieux reconstruire pour un avenir résilient grâce à de meilleures décisions et des plans intelligents. Nous devons cesser de financer des activités qui encouragent les utilisateurs des terres à convertir les écosystèmes naturels en d'autres usages. Au lieu de cela, le financement doit être orienté vers trois activités concrètes: initier de meilleures activités forestières. Réparer les terres endommagées et enfin adopter des pratiques agricoles durables qui réparent la terre tout en augmentant sa production", a-t-il ajouté.



Un [rapport spécial](#) publié en 2019 par l'organisme scientifique mondial faisant autorité en matière de changement climatique, le GIEC, montre que 70 % des écosystèmes naturels ont été considérablement altérés. Les rapports nationaux soumis par les parties à la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification montrent aussi qu'un cinquième des hectares dégradés ne peuvent être réparés de manière rentable.

Dans le même temps, une étude publiée en octobre 2020 par l'organisation de recherche [PBL](#), basée aux Pays-Bas, montre que près de 800 millions d'hectares de terres dégradées peuvent être remis en état, dont environ 250 millions d'hectares de terres agricoles.

"Le public a été témoin des dangers du changement d'utilisation des terres dans tous les pays. Et ce n'est pas seulement la perte d'espèces ou de terres productives. Il s'agit de la multiplication des phénomènes météorologiques extraordinaires et dangereux, tels que les ouragans, les sécheresses et les inondations qui se traduisent par des pénuries alimentaires et des mauvaises récoltes récurrentes. Elle est due aux conséquences sociales d'une pandémie du type de celle qui est liée au changement d'utilisation des terres. Et ces conséquences s'aggravent d'année en année. La question n'est pas de savoir si le changement est possible. Il s'agit de savoir si la volonté de changement existe", a déclaré Monsieur Thiaw.

Le vote populaire sur le climat est un élément d'une campagne visant à éduquer sur les solutions au changement climatique et à interroger sur les mesures à prendre par tous les gouvernements. Ce vote vise surtout à mettre le public en contact avec les décideurs politiques et à leur fournir des informations fiables, leur permettant de savoir si les gens considèrent le changement climatique comme une urgence et comment ils souhaitent que leur pays réagisse.

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et ses partenaires ont lancé, en 2020, la campagne "Vote des peuples pour le climat" en 2020, soutenue par l'Université d'Oxford et plusieurs organisations non gouvernementales (ONG).

Pour plus d'informations, veuillez contacter Wagaki Wischnewski, wwischnewski@unccd.int.